

L'incroyable plan de « paix » US pour la Syrie

par Thierry Meyssan

Le peuple syrien a gagné deux guerres successives en quatre ans. Pourtant, il ne parvient pas à connaître la paix. Non seulement à Washington, les « faucons libéraux » font tout ce qui est en leur pouvoir pour faire durer la crise, mais ils ont imaginé un plan pour préparer une troisième guerre. Thierry Meyssan révèle ici la manière dont ils entendent utiliser à leur profit la conférence de paix, prévue à Moscou fin janvier 2015.

RÉSEAU VOLTAIRE INTERNATIONAL | DAMAS (SYRIE) | 29 DÉCEMBRE 2014

عربي ENGLISH ESPAÑOL



Ancien commandant des Forces de l'Otan en Afghanistan, le général John R. Allen complota avec le général David Petraeus pour saboter le plan de paix en Syrie lors de la conférence de Genève 1. Le président Barack Obama le fit placer sous surveillance et parvint à empêcher sa nomination à la tête de l'Otan. Cependant, il réussit à se maintenir en fonctions malgré les charges retenues contre lui (tandis que Petraeus fut contraint de démissionner de la direction de la CIA). Devenu commandant de la Coalition militaire anti-Daesh, il soutient les manigances que le

général Petraeus dirige depuis le Kohlberg Kravis Roberts Global Institute. Il est administrateur du Center for a New American Security (CNAS), le think tank des « faucons libéraux ».

Lorsqu'en, en 2001, le président George W. Bush décida de placer la Syrie dans sa liste de cibles à détruire, il poursuivait trois objectifs :

- ▶ briser « l'Axe de la Résistance » et favoriser l'expansion israélienne ;
- ▶ faire main basse sur les gigantesques réserves de gaz ;
- ▶ remodeler le « Moyen-Orient élargi ».

Les projets de guerre échouèrent en 2005 et en 2006, pour finalement prendre la forme du « printemps arabe », en 2011 : une guerre de 4ème génération devait porter les Frères musulmans au pouvoir. Cependant, à l'issue d'une année de manipulations médiatiques, le peuple syrien sortit de sa torpeur et soutint son armée. La France se retira du jeu après la libération de Baba Amr, tandis que les États-Unis et la Russie se partageaient la région à la conférence de Genève 1 (juin 2012). Mais, à la surprise générale, Israël parvint à renverser la table de négociations en s'appuyant sur le nouveau président français, François Hollande, la secrétaire d'État US Hillary Clinton et le directeur de la CIA David Petraeus. Une seconde guerre, de type nicaraguayen cette fois (c'est-à-dire alimentée par la venue continue de nouveaux mercenaires) ensanglanta à nouveau la région. Quoi qu'il en soit, cette seconde guerre a également échoué sans pour autant déboucher sur une paix durable. Au contraire, John Kerry modifia deux jours avant le format de la conférence de Genève 2 et tenta de la transformer en une tribune pro-Saoudienne. Dans ce désordre survint la troisième guerre, celle de Daesh : soudain un groupuscule de quelques centaines de jihadistes se transforma en une vaste armée de plus de 200 000 hommes, bien équipés, et se lança à l'assaut de la partie sunnite de l'Irak et du désert syrien.

Il y a plusieurs mois, j'expliquais que le projet de Daesh correspond à la nouvelle carte US du partage du Moyen-Orient, publiée par Robin Wright dans le *New York Times*, en 2013 [1].

Dans le prolongement des accords Sykes–Picot, l'état-major états–unien envisageait de réduire encore drastiquement la Syrie. Aussi, lorsque les USA —après avoir attendu que Daesh termine en Irak le nettoyage ethnique pour lequel ils l'avaient créée— commencèrent à bombarder les jihadistes, la question se posait de savoir si les zones libérées de Daesh seraient ou non restituées à Bagdad et à Damas.

Alors que les États-Unis ont refusé de coordonner leur action militaire contre Daesh avec la Syrie, et que la Russie prépare une conférence de paix, les « faucons libéraux » de Washington ont fixé de nouveaux objectifs.

Puisque le peuple syrien n'a pas cru à la « révolution » mise en scène par al–Jazeera et consorts, puis qu'il a refusé de soutenir les Contras contre la République, il n'est pas possible de « changer le régime » à court terme. Force est de constater que la nouvelle constitution, bien qu'imparfaite, est à la fois républicaine et démocratique ; et que le président Bachar el–Assad a été réélu par 63 % du corps électoral (88 % des suffrages exprimés !). Aussi, les États-Unis doivent–ils adapter leur discours à la réalité.

Le plan de « paix » des « faucons libéraux » consiste donc à parvenir aux objectifs initiaux en divisant la Syrie en deux : une zone gouvernée par Damas et une autre par les « rebelles modérés » (comprendre : par le Pentagone). À la République : la capitale et la côte méditerranéenne ; au Pentagone : le désert syrien et ses réserves de gaz (c'est–à–dire la zone libérée des incursions de Daesh par les bombardiers du général John Allen). Selon leurs propres documents, les « faucons libéraux » ne laisseraient que 30 % de leur territoire au Peuple syrien !



La carte du remodelage selon Robin Wright

Le principe est simple : actuellement, la République contrôle toutes les grandes villes, sauf Rakka et une petite partie d'Alep, mais personne ne peut prétendre contrôler un vaste désert, ni le gouvernement, ni les jihadistes. Donc le Pentagone pose que ce qui n'est pas clairement gouverné par Damas revient de droit à ses mercenaires !

Ce n'est pas tout. Puisque les Syriens ont élu Bachar el-Assad, il sera autorisé à rester au pouvoir, mais pas ses conseillers privés. En effet, chacun sait que l'État syrien a réussi à résister à l'agression étrangère parce qu'il comprend une partie secrète, difficile à identifier et donc à éliminer. Cette opacité avait été voulue par le fondateur de la Syrie moderne, le président Hafez el-Assad, pour résister face à Israël. La réforme constitutionnelle de 2012 ne l'a pas fait disparaître, mais en a rendu le président élu responsable devant la Nation. Même si l'on peut déplorer que, par le passé, certaines personnes aient abusé à leur profit de l'opacité de ce système, s'en séparer aujourd'hui reviendrait à renoncer à terme à l'indépendance du pays.

Bien sûr, dira-t-on, les « faucons libéraux » ne peuvent espérer réaliser ce plan dans son ensemble. Mais n'en réaliser que le centième serait rendre inévitable une nouvelle guerre.

C'est pourquoi, la Syrie doit poser comme condition préalable à toute nouvelle conférence de paix qu'il ne sera pas discuté de l'intégrité territoriale du pays.

Thierry Meyssan

Source
Al-Watan (Syrie)

[1] "Imagining a Remapped Middle East", Robin Wright, *The New York Times Sunday Review*, 28 septembre 2013.

Source : « L'incroyable plan de « paix » US pour la Syrie », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), *Réseau Voltaire*, 29 décembre 2014, www.voltairenet.org/article186317.html